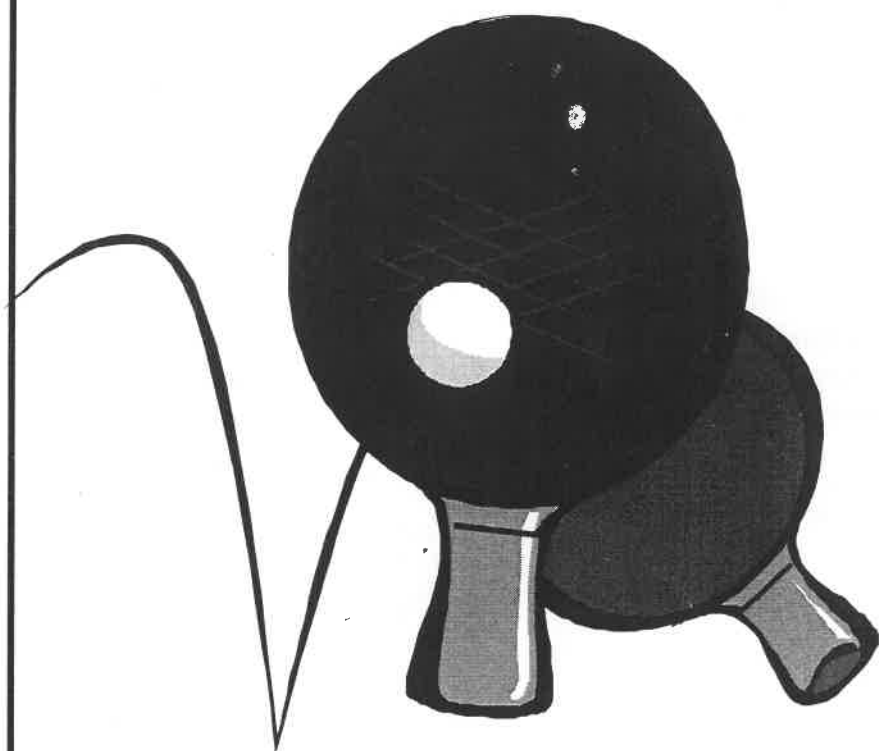


# Plan d' Action Technique



Ligue du Centre de tennis de table  
Olympiade 2000/2004

Charles BOURGET  
Conseiller Technique Régional

# Sommaire

## 1/ La performance

### Le Pôle espoir page 1

*Validation et labellisation*  
*Structuration*  
*Effectifs*  
*Objectifs*  
*Perspectives*

### Les clubs page 2

*L'opération CFEJ*

### Les stages page 3

*Calendrier et organisation*  
*Programmation*  
*Suivi des stagiaires*

### Les compétitions page 3

*Les objectifs de la ligue au niveau national*  
*La réforme des compétitions régionales*  
*La présence internationale*

## 2/ La formation des cadres

### L'Ecole Régionale des Cadres page 5

*Animateurs de club et Pilotes*  
*Entraîneur Régional*  
*Entraîneur Fédéral, 35 TK*

### La préparation au Brevet d'Etat page 5

### La formation continue des emplois-jeunes page 6

## 3/ Le développement de l'activité

### L'emploi page 7

*La situation actuelle*  
*L'avenir*  
*L'aide à l'emploi non-subventionné*

### La licenciation page 8

### Le tennis de table féminin

### Les politiques techniques départementales page 8

*Le lien avec la politique régionale*  
*Les Animateurs Techniques Départementaux*  
*Leurs missions*

### Les organisations page 9

*Les stages d'été tous niveaux tous publics*  
*Une épreuve nationale récurrente*  
*Une organisation de prestige*

## 4/ La communication

### La revue technique page 10

### Internet page 10

### La presse page 10

# Plan d'action technique de la ligue du Centre de tennis de table pour l'olympiade 2000/2004

## I/ La performance

### Le Pôle Espoir

#### *Validation et labellisation*

Validé par la Commission Nationale du Sport de Haut Niveau en 1994 pour une ouverture prévue en 2000, le Pôle Espoir de la Ligue du Centre de Tennis de Table fonctionne depuis Septembre 1998, avec comme support principal le CTRO de TOURS.

L'année 2000 correspond à une refonte de la filière fédérale et donc à une nouvelle validation pour l'olympiade 2000/2004. La CNSHN du 7 août 2000, vient d'officialiser l'ouverture de Tours dans la carte des Pôles.

Dans ce cadre, le Pôle Espoir de Tours, avec le soutien de la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports, compte bien obtenir sa labellisation dans les prochains mois, dans la mesure où il respecte le cahier des charges.

#### *Structuration*

Cette nouvelle olympiade verra la construction d'une salle spécifique de 8 tables dans l'enceinte du CTRO, dont les travaux seront initiés en Octobre 2000.

La ligue du Centre adjoindra également un cadre supplémentaire chargé de l'entraînement des jeunes, de leur suivi en compétition et de la détection des nouveaux talents susceptibles d'intégrer la structure.

Les conditions de scolarité au Collège Corneille, d'hébergement, de restauration et de vie sportive au CTRO sont d'ores et déjà remarquables et ne devraient pas nécessiter d'évolutions particulières.

#### *Effectifs*

Les nouvelles conditions de jeu permettront d'accueillir un effectif de 16 joueurs en permanence.

Le Pôle devra veiller chaque saison à la bonne rotation de son effectif en suivant globalement la règle des trois tiers (entrées, maintiens, sorties).

Surtout, la pérennité du Pôle et son efficacité dépendront de la capacité à recruter des jeunes garçons et filles pour une entrée en 6<sup>ème</sup> voire 5<sup>ème</sup>, et dans la catégorie minime.

Cette exigence prioritaire va orienter pour beaucoup la politique jeune de la ligue, impliquant un travail de détection et d'apprentissage soutenu chez les benjamin(e)s.

#### *Objectifs*

Le Pôle Espoir est le maillon essentiel du haut niveau dans la ligue du Centre. Il doit remplir plusieurs objectifs.

- a) préparer l'aventure du haut niveau pour les meilleurs. Après la formation de base du joueur effectuée dans les clubs, le Pôle Espoir doit assurer une qualité et une quantité d'entraînement conséquentes afin que l'élite minime de la ligue puisse accéder aux échelons supérieurs dans les meilleures conditions.
- b) augmenter le niveau général de la ligue dans les catégories jeunes. La bonne santé d'une ligue ne se mesure pas à la performance de son meilleur élément. Si quelques clubs ont la capacité de former une élite régionale jeune, les conditions offertes par le Pôle doivent permettre une progression d'ensemble sensible.
- c) être un lieu de formation pointu pour les cadres techniques qui n'ont pas forcément dans leur club les ressources et les informations nécessaires pour former une élite jeune. Il est donc primordial que l'encadrement et les athlètes du Pôle soient au contact de la vie de la ligue au travers des stages et des compétitions.

### *Perspectives*

Après deux années de fonctionnement dans d'excellentes conditions et des résultats remarquables couronnés par des titres de Champion de France individuel et par équipes dans la catégorie minime garçon, le Pôle Espoir doit confirmer son efficacité et évoluer.

Le parcours de l'athlète du Pôle Espoir s'achève aujourd'hui de deux façons possibles : promotion vers un Pôle France ou retour en club après la 3<sup>ème</sup>. En étudiant chaque cas particulier (comportement, motivation, niveau de jeu, situation en cas de retour en club), nous pourrions à l'avenir rechercher des solutions d'accueil en lycée. Les jeunes seraient ainsi considérés comme partenaires d'entraînement du Pôle et continueraient leur progression dans de bonnes conditions. Cette évolution n'est souhaitable que dans un cadre précis et limité afin de ne pas « vieillir » le Pôle Espoir et l'éloigner de son objectif principal.

### Les clubs

#### *L'opération Club Formation Elite Jeunes*

La structuration technique dans la ligue du Centre s'est faite dans les années 80 autour du choix de la professionnalisation des clubs. A l'époque, les futurs Pôles n'existaient pas et les clubs avaient donc en charge l'entraînement de l'élite.

Dans ce cadre, les plus grands clubs de la région ont obtenu des résultats probants. La situation actuelle est très différente. Les clubs se sont développés de manière conséquente et ont diversifié leur activité : ils proposent aujourd'hui une animation tous niveaux tous publics, recherchent la performance dans tous les secteurs de la vie du club, gèrent de véritables petites entreprises.

Néanmoins, ils restent le premier échelon essentiel de la formation technique du joueur et doivent être motivés pour remplir cette mission avec passion. Le rôle de la ligue vis à vis de ses clubs est donc de mesurer leur évolution et de leur proposer un partenariat intéressant.

L'opération CFEJ doit ainsi récompenser les meilleurs clubs de la ligue sur l'ensemble de leur activité et non sur quelques critères restrictifs. Ses moyens doivent être importants pour permettre à la ligue la mise en place d'un cahier des charges précis fixant les termes du partenariat.

Cette opération élitiste est du ressort de la ligue et concernera les meilleurs clubs de chaque département. Les clubs plus modestes ou en cours de progression doivent faire l'objet de politiques départementales soutenues par les animateurs techniques départementaux (cf développement de l'activité).

Si la ligue a beaucoup investi ces dernières années pour se structurer (Cadres Techniques de Ligue, ATD, création du Pôle Espoir), elle doit maintenant miser sur un partenariat important avec ses principaux clubs.

## Les stages

Les stages demeurent un outil essentiel de progression et d'éducation sportive pour tous les joueurs et joueuses n'évoluant pas en structure permanente d'entraînement.

La politique de stage de la ligue doit privilégier le perfectionnement des jeunes talents et donc proposer une majorité de stages pour les benjamins et les minimes.

### *Calendrier et organisation*

Le calendrier de stage dépend chaque saison des vacances scolaires et des échéances de compétition.

Deux types d'organisation sont possibles : des stages de quatre jours lors des « petites » vacances, et des stages de longue durée en juillet/août (6 à 10 jours).

Il apparaît important que la majorité des stages techniques se déroulent au CTRO du fait de la construction de la salle spécifique, mais aussi pour que les jeunes évoluent dans les structures du Pôle Espoir.

On peut également mettre en place un stage hors région en été afin de profiter d'un lieu original (mer ou montagne). Cela suppose de limiter l'effectif pour des questions de coût.

Enfin, à l'instar de ce qui avait été réalisé voici quelques années, il serait souhaitable de se rapprocher des ligues fortes voisines (Pays de la Loire et Île de France) pour travailler ensemble lors d'un stage annuel.

### *Programmation*

Si les stages sont l'occasion d'effectuer un volume d'entraînement important dans un temps restreint, il faut néanmoins organiser les contenus de façon à dégager un thème principal par stage. Les stagiaires de retour dans leur club doivent non seulement avoir joué mais avoir appris.

Il appartiendra au cadre technique de la ligue responsable des stages techniques de mettre en place les contenus de ces regroupements.

### *Suivi des stagiaires*

Le CTL sera également chargé de la relation avec les éducateurs de club et du suivi de la progression des stagiaires. (rapport de stage, conseils sur le travail à réaliser, sur le volume d'entraînement nécessaire, suivi en compétition).

Cette attention sera portée particulièrement sur les petites catégories. Ainsi le travail de détection et de recrutement pour le Pôle espoir se fera progressivement au fil de la saison.

## Les compétitions

### *Les objectifs de la ligue au niveau national*

Chaque année, le challenge Georges Duclos classe les ligues françaises sur la base des résultats jeunes. La ligue du Centre se situe systématiquement depuis une dizaine d'années dans les huit premières.

L'ambition pour le futur, compte tenu de notre potentiel de licenciés (10 à 12000), et des structures mises en place (Pôle Espoir, éducateurs professionnels sur les clubs), est de figurer sur le podium derrière deux ligues aujourd'hui hors d'atteinte : l'Île de France (28000 licenciés) et les Pays de la Loire (20000).

Les résultats obtenus depuis quelques années sont marqués par de fortes individualités ou des générations spontanées très fortes dans une catégorie. Notre objectif de progression se situe donc plus sur l'homogénéité de l'ensemble des catégories, et particulièrement chez les jeunes filles.

L'autre représentation nationale se situe au niveau des seniors et des équipes de clubs. La ligue a connu par le passé une équipe du plus haut niveau national avec des joueurs de classe mondiale. Si aujourd'hui, une équipe masculine d'élite semble hors de portée compte tenu des moyens financiers nécessaires, on peut en revanche espérer compter une équipe féminine de haut rang dans les prochaines années.

La ligue doit encourager et soutenir ce type d'initiative qui constitue une vitrine intéressante pour le tennis de table dans la Région Centre.

La progression des équipes de club est également primordiale pour maintenir les meilleurs jeunes espoirs dans la région quant aujourd'hui ils préfèrent rejoindre des clubs extérieurs plus ambitieux. Là encore, une augmentation du niveau général limiterait ce phénomène.

### *La réforme des compétitions régionales*

La politique technique de la ligue du Centre passe par un calendrier de compétition cohérent. Il constitue un outil de détection, de sélection, et de confrontation de l'élite.

Le Balbutop doit devenir la compétition de détection de référence. Destinée aux catégories allant de poussin à minime 1<sup>ère</sup> année, déclinée à partir de plusieurs tours de niveau départemental avant la finale régionale, et courant sur toute la saison sportive, cette épreuve doit mobiliser les clubs pour insérer leurs jeunes dans le système compétitif.

Cette épreuve vient également renforcer la dimension « sport individuel » de notre activité, trop souvent pratiquée par équipes (ex : championnat de jeune). Elle s'insère enfin dans la logique de recrutement du Pôle Espoir en ciblant les catégories recherchées.

Le TOP 12 régional, qui regroupe les 12 meilleurs éléments de la ligue, concernera toutes les catégories de benjamin à senior. La création de l'épreuve en benjamin et minime doit leur apporter plus d'expérience de la compétition sélective, au moment où ils découvrent la concurrence au niveau national. Le placement de l'épreuve senior et junior à la Toussaint permet aux premiers cités de préparer leur saison dans de bonnes conditions et aux seconds de disposer d'une épreuve de confrontation directe pour la sélection aux Interligues.

Les Intercomités devront évoluer ces prochaines années pour retrouver un intérêt sportif à chaque échelon. L'hétérogénéité en valeur de nos départements est un handicap sérieux pour l'intérêt de cette épreuve qui gagnera à s'ouvrir vers l'extérieur. Plusieurs solutions sont envisageables : invitation de départements limitrophes, participation à une épreuve du même type organisée hors région, création par la ligue d'Intercomités nationaux sur le modèle des Interligues actuels (ce dernier choix nécessiterait une capacité d'organisation très forte de la part de la ligue ou d'un club support).

### *La présence internationale*

Afin de leur faire appréhender au plus tôt le niveau international, la ligue doit permettre à ses meilleurs jeunes espoirs de se confronter au niveau européen avant même leur première sélection en Equipe de France.

De nombreux tournois sont organisés en Europe de l'Ouest, la ligue du Centre peut participer chaque année à l'un d'entre eux, dans la mesure où elle présenterait une délégation digne de ce niveau.

## 2/ La formation des cadres

### L'Ecole Régionale des Cadres

L'Ecole Régionale des Cadres centralise l'ensemble des formations fédérales organisées dans la ligue au profit des techniciens, arbitres, et dirigeants. Notre propos s'en tiendra aux formations techniques.

Avec plus de 10000 licenciés en 2000, la ligue dispose d'un potentiel d'entraîneurs et d'animateurs non négligeable. L'Ecole Régionale des Cadres, par une information et une prospection attractive, relayée par le CTR et les ATD, doit se donner pour objectif la formation de 150 cadres fédéraux par année d'olympiade.

#### *Animateurs de Club et Pilotes*

La réussite de cet objectif tient dans notre capacité à élargir la base de la pyramide. La professionnalisation des clubs déjà fortement engagée, la mise en place des Animateurs Techniques Départementaux et la politique de stages de la ligue doivent concourir à une augmentation significative du nombre d'Animateurs de Club et de Pilotes formés chaque saison.

C'est pourquoi nous devons maintenir la départementalisation de la formation AC, et renouer avec la mise en place de stages techniques juniors, afin de les motiver à s'engager vers une formation Pilote. L'augmentation attendue des inscrits en formation Pilote permettrait alors la mise en place de sessions départementales en Loiret et/ou Indre et Loire, en complément de la session ligue.

#### *Entraîneur Régional*

La formation Entraîneur Régional reçoit un public aux motivations diverses allant du dirigeant de club venu chercher quelques recettes pour entraîner ponctuellement, au cadre technique déterminé à devenir éducateur sportif professionnel.

Notre politique doit se tourner vers l'accueil du plus grand nombre quelque soit le niveau de compétence, le premier niveau de formation sanctionné par un examen étant le 35 Technique.

#### *Entraîneur fédéral, 35TK*

Jusqu'à présent, l'ERC proposait une préparation à l'examen 35TK de deux jours. Le cahier des charges fédéral prévoit quant à lui une réelle formation de quatre jours. Nous allons mettre en place cette formation qui contiendra également l'examen d'arbitre. Ainsi, en cas d'obtention de l'examen 35 TK, les cadres seront titulaires du pré-requis Entraîneur Fédéral nécessaire pour se présenter au Brevet d'Etat.

Pour terminer sur les formations fédérales, précisons la nécessité de concordance des contenus délivrés par les formateurs régionaux. Afin que les personnes formées reçoivent le même discours, il est nécessaire de mettre en place une formation des formateurs. Celle-ci doit se faire dans le cadre de l'Equipe Technique Régionale.

### La préparation au BE

La formation spécifique tennis de table préparant au Brevet d'Etat d'Educateur Sportif I<sup>er</sup> degré est organisée par l'Institut Régional de Formation de la Jeunesse et des Sports (et bientôt par le CREPS du Centre). La coordination et l'animation sont confiées au Conseiller Technique Régional.

Cette formation fonctionne bien et obtient des résultats excellents à l'examen depuis de nombreuses années.

Elle est pourtant en danger, faute d'un effectif suffisant, et ce malgré le dispositif emploi-jeunes. Il nous faut donc trouver les moyens d'un recrutement plus vaste. Plusieurs solutions s'offrent à nous :

- Une prospection interrégionale voire nationale en collaboration avec la Direction Technique Nationale.
- Une formation dispensée sur deux années, doublant ainsi l'effectif annuel à court terme.
- L'organisation d'une formation une année sur deux.
- Le maintien de la situation actuelle en comptant sur le développement des formations fédérales amenant plus de candidats.

Quelle que soit l'option choisie, il est primordial de défendre cet outil de formation qui offre des conditions optimales de préparation à l'examen. Il serait dommage qu'avec plus de 10000 licenciés, nos futurs cadres professionnels se forment à l'extérieur de la Région.

Enfin, n'oublions pas que les projets d'harmonisation européenne concernant les diplômes permettant l'enseignement contre rémunération viendront peut-être changer la donne en cours d'olympiade et rendre cette formation caduque.

### La formation continue des emplois-jeunes

Le Plan d'Action Technique 1996/2000 a vu sa politique de professionnalisation favorisée par le dispositif gouvernemental « nouveaux services, nouveaux emplois ». La ligue du Centre compte à ce jour 47 éducateurs sportifs professionnels dont 27 emplois-jeunes.

Au moins la moitié de ces jeunes cadres n'était pas titulaire du BEES I<sup>er</sup> degré au moment de l'embauche, du fait du mode dérogatoire qui leur est accordé. Si tous sont entrés en formation depuis, il appartient néanmoins à la ligue de leur donner les outils nécessaires pour mener à bien leurs missions.

Aussi, en complément des Brevets d'Etat 1 et 2 et du BEESAPT qu'ils peuvent chercher à obtenir dans les cinq ans, nous devons les encourager à parfaire leur compétence par une formation continue proche de leurs préoccupations de terrain.

La ligue proposera ainsi des regroupements thématiques ouverts en priorité aux emplois-jeunes mais aussi aux éducateurs sportifs plus expérimentés. Exemples de thème :

- le développement du club par un directeur sportif.
- l'entraînement du haut niveau par un entraîneur national ou de Pôle France.
- le pré-apprentissage et le travail dans les écoles par un moniteur municipal spécialiste en tennis de table.
- l'outil informatique et les nouvelles technologies au service de l'éducateur sportif.
- la recherche de partenaires.
- le capitaneat.

Ces regroupements seront également des lieux d'échanges entre les professionnels qui évoluent dans des contextes différents.



### 3/ Le développement de l'activité

#### L'emploi

##### *La situation actuelle*

En plus des 47 emplois effectifs dans la ligue, une dizaine de projets sont déposés ou à l'étude mais se heurtent au problème du recrutement. On assiste en effet à une pénurie de candidats, phénomène national puisque le guichet emploi-formation de la DTN a recensé 250 propositions d'emplois non pourvues sur le territoire national.

Pour trouver des candidats, les clubs employeurs sont conduits à recruter des jeunes sans formation ou à offrir des perspectives de salaire et d'avenir susceptibles d'intéresser un emploi-jeune déjà en place dans un autre club moins structuré.

##### *L'avenir*

On peut donc néanmoins espérer le conventionnement de 10 nouveaux contrats emplois-jeunes dans la ligue avant la fin du dispositif.

Après la mise en place des emplois-jeunes et leur formation professionnelle évoquée ci-dessus, ce nouveau plan d'action doit favoriser la pérennisation de la majorité des emplois créés.

Ne nous faisons pas d'illusions, certains projets de club montés avec un budget général inférieur au financement du poste n'auront pas les ressources suffisantes pour pérenniser l'emploi à temps plein.

Notre stratégie doit porter sur deux fronts : la pérennisation des postes et la pérennisation des emplois.

Concernant les postes, la ligue doit apporter, en plus de la formation du cadre, un soutien technique aux clubs afin de les aider dans leur développement et leur politique de ressources : incitation à organiser des manifestations rémunératrices, licenciement et tarification, appui dans les relations avec les partenaires institutionnels.

Il est également possible qu'à terme, le rapprochement de plusieurs clubs (co-employeurs, système de mise à disposition) soit la solution pour pérenniser au moins un poste sur deux initialement mis en place.

Concernant les emplois, il s'agit souvent d'une première expérience professionnelle pour l'emploi-jeune qui doit profiter des cinq années pour développer des compétences et obtenir des diplômes lui permettant d'ambitionner un poste plus important.

La première voie est celle de la fonction publique avec les concours d'éducateurs et conseillers territoriaux, et le professorat de sport. La seconde est celle du monde sportif, quand le club, le comité ou la ligue employeur auront assuré la continuité de l'emploi dans de bonnes conditions.

Dans tous les cas, le jeune devra justifier de la pérennisation de son emploi par l'activité qu'il aura générée au cours des cinq années.

##### *Soutenir l'emploi non-subventionné*

Sans attendre la mise en place du dispositif nouveaux services, nouveaux emplois, certains clubs de la ligue ont recruté des cadres techniques sous forme de contrat sport-emploi notamment. Certains plans arrivent à échéance ou presque.

Compte-tenu du poids de financement d'un poste à temps plein, la ligue du Centre pourrait aider les clubs concernés à maintenir l'emploi non-subventionné. Ceci n'est toutefois envisageable que pour un nombre d'emplois limité et pour un temps déterminé.

## La licenciation

C'est le révélateur de notre développement. En constante augmentation depuis des années, la licenciation en ligue du Centre dispose encore d'une belle marge de progression.

Si les départements du Loiret et de l'Indre et Loire ont atteint des chiffres proches de leur potentiel maximum, le Loir et Cher a perdu de nombreux licenciés qu'il peut retrouver. L'Eure et Loir est en plein essor, enfin le Cher et l'Indre, géographiquement défavorisés, ont encore tout à explorer pour espérer augmenter leurs effectifs de manière significative.

Après avoir passé la barre des 10000 cette année, l'objectif de fin d'olympiade se situe donc à 12000 licenciés.

De nombreuses études ont montré que le public des compétiteurs sportifs arrivait à saturation. C'est pourquoi, même si l'on peut espérer accrocher de nouveaux compétiteurs, nos efforts doivent se porter sur la fidélisation de nos licenciés traditionnels et sur l'essor de la licence promotionnelle.

Cette dernière représente environ 30% de nos effectifs. Le secteur péri-scolaire, les féminines, et le sport loisir-détente sont des publics essentiels à notre développement et doivent nous amener à l'objectif fixé.

On sait par ailleurs que la progression des licences tient plus à l'augmentation du nombre d'adhérent par club, qu'à la création de nouveaux clubs.

Sur ces différents points, la structuration des comités et la professionnalisation des clubs nous apportent de fortes garanties pour la licenciation. La ligue doit également jouer son rôle d'incitateur en proposant comme elle le fait déjà un challenge de progression des licenciés par club.

Pour terminer sur ce thème, rappelons qu'aujourd'hui les départements leaders que sont le Loiret et l'Indre et Loire représentent à eux deux plus de la moitié de nos licenciés. On peut souhaiter pour l'unité et l'identité de la ligue du Centre, que les quatre autres comités comblent une partie de leur déficit.

## Le tennis de table féminin

Rappelons en préambule que les effectifs féminins représentent 13% des licenciés de notre Fédération soit un pourcentage plus faible que le karaté ou le rugby ! Quant au pourcentage de cadres féminins professionnels, il ne doit pas dépasser 5%...

Le tennis de table français a donc un vrai problème culturel vis à vis de la pratique féminine.

La ligue du Centre se situe néanmoins au dessus de la moyenne nationale avec 18 % de féminines, soit une augmentation de 2,5% sur l'olympiade 96/00.

Cette légère progression est due essentiellement à la licenciation promotionnelle dans les petites catégories, au travers notamment des actions péri-scolaires.

Les efforts doivent porter sur :

- La fidélisation des licenciées dans les clubs grâce à un encadrement de la pratique féminine spécifique.
- Le renforcement du haut-niveau féminin source de motivation pour les jeunes filles qui pourront s'identifier à un modèle.
- L'incitation à la participation des jeunes filles aux formations de cadres.
- La prise en compte des différents publics féminins : pratique de loisir-détente, motivation pour une pratique individuelle ou collective, pratique compétitive.

Plus globalement, la clé de l'évolution de la pratique féminine se trouve dans les clubs : les moyens d'actions des instances départementales et régionales se limitent au public déjà investi.

Or, la question est bien celle du recrutement de nouvelles licenciées. C'est donc par une volonté affichée de la part des clubs de travailler sur le tennis de table féminin, que celui-ci pourra prendre un réel essor.

Il appartient donc à la ligue de militer auprès de ses clubs pour la promotion du tennis de table féminin. On peut ainsi imaginer la mise en place d'un challenge du meilleur club féminin reprenant à l'instar de l'opération CFEJ, les différents critères qualitatifs et quantitatifs appliqués aux féminines.

Rappelons enfin que la question de la place des femmes dans le sport est une priorité du ministère. Il nous faut donc, à l'occasion de nos formations de cadres, inciter les femmes à participer plus activement à la vie associative en prenant notamment des responsabilités d'élues.

## Les politiques techniques départementales

### *Le lien avec la politique régionale*

Pour une meilleure efficacité sur le terrain, la ligue et les départements doivent parvenir à une harmonisation de leurs politiques techniques. Ce plan d'action a pour but de fixer les missions de chacun dans le respect des particularismes de chaque comité.

Les clubs : la ligue doit concentrer ses efforts sur les clubs les plus structurés, le département aider à la structuration des clubs plus modestes et créer de nouvelles associations.

Les stages : En se calant sur le calendrier des stages régionaux, le département doit prioritairement réaliser un travail conséquent de détection sur les catégories poussin(e)/benjamin(e), ce qui n'interdit pas la prise en compte des autres catégories notamment les juniors pour les inciter à intégrer les formations de cadres.

Les centres d'entraînement départementaux : Le Pôle espoir recrutant dès la sixième sur la catégorie minime, il n'est pas souhaitable et même dangereux de mettre en place des structures permanentes dans les départements qui viendraient concurrencer le Pôle Espoir.

En revanche, la mise en place de regroupements techniques tous les mercredis matin et après-midi est indispensable pour inculquer une rigueur d'entraînement aux poussins/benjamins/minimes en priorité.

L'articulation et le public concernés par cet entraînement départemental du mercredi doivent être pensés avec les clubs. En effet, ce dispositif semble indispensable pour les clubs sans professionnels.

En revanche, les grands clubs de la ligue mettent déjà en place un calendrier d'entraînement structuré et sont donc susceptibles de ne pas être intéressés par ce projet sauf s'ils désirent regrouper leurs jeunes et travailler ensemble.

La formation de cadres : Elle est régie par l'ERC et fonctionne depuis quelques années déjà avec une départementalisation de la formation AC. On peut envisager des synergies inter-départementales (Indre et Cher par exemple) quand le nombre de candidats est insuffisant sur un seul comité.

Les féminines : Celles-ci étant souvent moins disponibles et mobiles que les garçons, les politiques départementales peuvent leur prévoir des stages techniques spécifiques ou des opérations de promotion susceptibles de capter leur intérêt.

Les compétitions : Nous avons déjà évoqué la nouvelle formule du Balbutop, rien n'empêche les départements d'étendre l'épreuve aux autres catégories jeunes, toujours dans la perspective d'une épreuve de masse.

### *Les animateurs techniques départementaux*

La mise en place de cadres techniques départementaux était un axe prioritaire du plan d'action technique 1996/2000. Aujourd'hui, seuls le Loir et Cher et le Cher en sont dépourvus, faute de candidat éligible au dispositif emploi-jeune.

Les animateurs techniques départementaux sont devenus les acteurs directs des politiques départementales. Ils forment par ailleurs un relais essentiel de la politique régionale.

La priorité aujourd'hui est de mettre en place les ATD du Loir et Cher et du Cher sans quoi le développement de ces deux comités est irrémédiablement compromis. Pire, une chute des effectifs est tout à fait prévisible.

Pour espérer trouver un candidat, ces comités doivent se donner les moyens de mettre en place un poste hors mesure emploi-jeune. En effet, la fonction d'Animateur Technique Départemental est complexe et nécessite la présence d'une personne expérimentée. Le plan sport-emploi peut aider au financement des 5 premières années, la politique de tarification départementale devra également être ajustée pour permettre le financement du poste. Il s'agit là de choix politiques devant être expliqué aux clubs de chacun des départements concernés.

### *Leurs missions*

Une nouvelle convention quadriennale sera signée avec chaque comité disposant d'un ATD pour définir le contenu des actions régionales demandées. Elles concerneront comme auparavant la participation à l'Equipe Technique Régionale et à la Commission Régionale Jeune et Technique, la formation des cadres et l'encadrement des stages techniques, la participation à la revue technique régionale.

### Les organisations

#### *Les stages d'été tous niveaux tous publics*

Depuis de nombreuses années, la ligue propose des stages tous niveaux tous publics multi-activités à l'occasion des vacances estivales. La formule a très bien fonctionné puis a connu moins de succès.

Le recrutement d'un nouveau conseiller technique de ligue chargé de la promotion doit conduire à la relance de cette action. Le calendrier de ces stages devra tenir compte de la concurrence des stages privés organisés dans la ligue.

#### *Une épreuve nationale récurrente*

La Région Centre possède quelques complexes d'équipements particulièrement bien adaptés à la pratique du tennis de table. De nouveaux projets sont en élaboration ou en cours de réalisation, notamment au sein du CTRO de Tours.

Quelques grands clubs régionaux ont une culture et un savoir-faire reconnu en matière d'organisation de compétitions. La ligue elle-même doit se positionner comme organisateur potentiel ou en partenariat avec un comité ou un club.

Une bonne formule, assurant par ailleurs des rentrées financières régulières nécessaires au financement des emplois de la ligue, serait l'acquisition d'une épreuve nationale récurrente organisée en Région Centre. (exemples : Les Interligues, le Challenge national Bernard Jeu, les Championnats de France Jeunes).

Mieux encore, la ligue pourrait réfléchir à la création d'une nouvelle épreuve qu'elle aurait ainsi tout loisir d'organiser selon un calendrier à déterminer (exemples réalisés hors ligue : les Mini-interligues par la ligue d'Auvergne, le tournoi international des Pays de la Loire, les internationaux de Lorraine)

#### *Une organisation de prestige*

Pour marquer l'olympiade et exister auprès des partenaires institutionnels, attirer des sponsors, les médias et le public, la ligue peut également solliciter auprès de la FFTT l'organisation d'une manifestation de prestige. (ligue européenne, tournée de l'équipe de France Olympique).

Dans tous les cas, ce type d'organisation ne serait envisageable que sous condition d'équilibre financier.

## 4/ La communication

Les dirigeants des clubs de la ligue ont été consultés sur leurs attentes par rapport à l'instance régionale. Tous ont manifesté leur désir d'être mieux informés de la vie de la ligue. Les actions suivantes seront donc à mener.

### *La revue technique*

Relais indispensable de la politique technique et de l'activité de la ligue, la revue technique n'a pas su trouver la bonne formule ces dernières années. Il faut donc la repenser et prévoir une périodicité permettant sa parution.

Une parution trimestrielle serait raisonnable, avec un contenu complet (informations sur la vie interne de la ligue, articles techniques, conseils, interviews, résultats, projets, photos).

Sa responsabilité sera confiée à l'Equipe Technique Régionale, aidée des volontaires intéressés par la conception d'articles.

Reste à déterminer la philosophie de cette revue : outil mis à la disposition de tous les clubs gratuitement impliquant un coût pour la ligue, ou magazine délivré sur abonnement avec le risque d'une diffusion limitée.

### *Internet*

La ligue dispose d'ores et déjà d'une adresse électronique. Il serait souhaitable qu'au cours de l'olympiade, la ligue se dote d'un site Internet contenant une information complète sur les activités de la ligue.

Mieux encore, un site interactif permettrait la mise à jour régulière des résultats, décisions des commissions, sélections etc...

### *La presse*

Le conseiller technique de ligue nouvellement embauché sera chargé notamment de la promotion en collaboration avec un élu du Comité Directeur. Les relations avec la presse en font partie.

Le tennis de table est aujourd'hui très peu exposé dans la presse régionale. La présence dans les médias écrits demandera un travail relationnel conséquent compte tenu du caractère départemental des journaux du Centre.

# Synthèse des propositions et objectifs du Plan d'Action Technique 2000/2004

## I/ La performance

### Le Pôle espoir

- Labellisation en 2000/2001
- Construction de la nouvelle salle de 8 tables au CTRO
- Mise en place d'un cadre supplémentaire (entraînement, suivi en compétition, détection du Pôle)
- Passage à un effectif de 16 joueurs en veillant à la rotation des effectifs d'année en année
- Perspective d'accueil après le Collège
- Les missions du Pôle : Préparer l'aventure du haut-niveau de notre élite
  - Améliorer le niveau général de nos catégories jeunes
  - Etre un outil de formation continue pour nos cadres techniques professionnels

### Les clubs

- Mise en place d'un partenariat fort avec les meilleurs clubs de la ligue grâce à une opération CFEJ renforcée.
- Effort de la ligue sur l'élite des clubs, effort des comités sur la structuration et le développement des clubs plus modestes.

### Les stages

- Politique de stage calée sur le recrutement en Pôle Espoir (priorité aux Benjamins/Minimes, unité de lieu avec le CTRO)
- Stages de longue durée en été dont certains hors-région
- Possibilité de jumelage avec une autre ligue
- Mise en place d'un suivi des stagiaires avec les éducateurs de clubs

### Les compétitions

- Etablissement d'un calendrier cohérent pour aider à détecter et sélectionner
- Podium au Challenge Duclos
- Représentation dans le Championnat de Super-division par un club féminin
- Epreuve individuelle de détection pour les petites catégories, le Balbutop
- TOP 12 intégral pour toutes les catégories
- Inter-comités à l'intérêt renouvelé
- Présence internationale pour nos meilleurs éléments

## 2/ La formation des cadres

- Formation de 150 cadres fédéraux par année d'Olympiade
- Développement des formations animateurs de club départementales
- Orientation des juniors vers la formation Pilote par la mise en place de stages techniques régionaux et départementaux
- Accueil de tous les publics en Entraîneur Régional
- Offre d'une vraie formation 35TK de 4 jours
- Regroupement du 35TK et de l'examen d'Arbitre pour faciliter l'obtention du pré-requis au Brevet d'Etat
- Formation des formateurs pour tendre vers une cohérence du discours technique
- Pérennisation de la formation au Brevet d'Etat
- Mise en place d'une formation continue pour les emplois-jeunes

### 3/ Le développement de l'activité

#### L'emploi

- Conventionnement de 10 nouveaux contrats emplois-jeunes s'ajoutant au 30 existants
- Pérennisation des postes, par un soutien aux clubs dans leur politique de ressources
- Pérennisation des emplois grâce à la formation professionnelle continue des jeunes
- Aide à l'emploi non-subventionné

#### La licenciation

- Ambition d'atteindre les 12000 licenciés en fin d'olympiade
- Développement de la licence promotionnelle par des actions sur les publics ressources (péri-scolaire, féminines, loisir-détente)
- Challenge de progression
- Développement des comités les plus faibles grâce au travail des animateurs techniques départementaux

#### Le tennis de table féminin

- Recrutement et fidélisation des licenciées dans les clubs grâce à un encadrement de la pratique féminine spécifique.
- Renforcement du haut-niveau féminin source de motivation pour les jeunes filles qui pourront s'identifier à un modèle.
- Incitation pour la participation des jeunes filles aux formations de cadres.
- Prise en compte des différents publics féminins : pratique de loisir-détente, motivation pour une pratique individuelle ou collective, pratique compétitive.
- Mise en place d'un challenge du meilleur club féminin

#### Les politiques techniques départementales

- Harmonisation des politiques départementales et régionales
- Mise en place d'un animateur technique départemental dans le Loir et Cher et le Cher hors mesure emploi-jeune
- Structuration et développement des clubs non-suivis par la ligue
- Politique de détection pour les poussins/benjamins
- Mise en place d'un entraînement départemental le mercredi
- Augmentation sensible du nombre d'animateurs de club et de pilotes
- Promotion du tennis de table féminin
- Promotion du Balbutop

#### Les organisations

- Relance des stages d'été tous niveaux tous publics
- Organisation annuelle d'une épreuve nationale récurrente
- Ambition d'organisation d'une manifestation de prestige

### 4/ La communication

- Conception et diffusion régulière d'une revue technique complète
- Création d'un site Internet si possible interactif
- Réseau de relation avec la presse régionale et départementale pour la promotion de notre sport